



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DU NORD

Direction de la Réglementation et des Libertés Publiques  
Bureau des associations  
12 rue Jean Sans Peur (2ème étage)  
59039 LILLE cédex  
03.20.30.56.38  
03.20.30.53.88

Le numéro W595019873  
est à rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de MODIFICATION

de l'association n° W595019873

Ancienne référence  
de l'association :  
0595012839

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

### LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-DE-CALAIS - PREFET DU NORD

donne récépissé à **Monsieur le Président**  
d'une déclaration en date du : **28 novembre 2011**  
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

**SIEGE, STATUTS, TITRE, DIRIGEANTS**

dans l'association dont le nouveau titre est :

**FMC DE TOURCOING**

dont le nouveau siège social est situé : A2 résidence de la toison d'or  
Centre du Général de Gaulle  
59200 Tourcoing

Décision(s) prise(s) le(s) : **12 avril 2011, 19 mai 2011**

Pièces fournies : liste des dirigeants  
Statuts

Lille, le 11 janvier 2012



Pour le Préfet,

Pour le Préfet,  
La secrétaire administrative **déléguée**

**Catherine DUELOT**

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5.6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.